

La Tribune, 11 février 2013

Les profs du Cégep n'excluent plus la grève

CHLOÉ COTNOIR

ccotnoir@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les professeurs des cégeps pourraient déclencher une grève si le gouvernement ignore leurs revendications. C'est ce qui a été décidé lors du regroupement des membres de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN) jeudi et vendredi à Montréal.

Cette option sera présentée aux membres du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS-CSN) lors de l'assemblée générale qui aura lieu demain. « Il y a beaucoup de colère et de frustration

face au gouvernement et à la Fédération des Cégeps qui semblent s'acoquiner afin que les ententes ne soient pas respectées. Le gouvernement a même évoqué la possibilité d'ouvrir nos conventions collectives afin d'aller chercher des économies en coupant dans nos conditions de travail. Les membres ne voteront pas pour cette option dès cette semaine, mais si la situation se détériore, une nouvelle assemblée sera convoquée afin que l'on vote au sujet d'une grève », explique Steve McKay, président du SPECS-CSN, qui était présent à Montréal pour le regroupement.

Lors de la rencontre, un

plan d'action a également été élaboré afin d'entamer des perturbations locales dès les prochaines semaines. « À l'assemblée, je vais présenter ce plan d'action qui est composé de résolutions que nous avons prises à Montréal. Il s'agit d'actions de perturbations locales qui pourraient s'étendre sur les trois prochaines semaines afin de sensibiliser notre administration à notre mécontentement. Ces mesures devront être entérinées lors de l'assemblée générale de demain », souligne M. McKay. Les perturbations consistent en différents moyens de pression tels que des manifestations.

La question du boycottage

du Sommet sur l'éducation a également été discutée lors du regroupement. Les membres du SPECS-CSN devront également se prononcer sur cette question dès demain. « Les membres devront décider si nous nous retirons du Sommet si certaines conditions ne sont pas respectées. Le 22 février, à l'occasion du conseil fédéral de la FNEEQ, tous les syndicats présenteront la décision de leur membre à l'exécutif de la FNEEQ et c'est à ce moment que la décision sera prise », explique M. McKay.

Rappelons que ce sont les cégeps qui ont été les plus touchés par la grève qui sont aussi les plus affectés par les

décisions du gouvernement Marois. Pour ces établissements, une entente avait été conclue en août dernier afin de reprendre le trimestre d'hiver à la rentrée (suite d'une session d'automne en accéléré). L'entente prévoyait l'embauche de professeurs en renfort; l'ancien gouvernement s'était alors engagé à payer la facture d'environ 30 M\$. Le gouvernement Marois a toutefois indiqué aux instances syndicales qu'il en assumerait environ 15 M\$. Même si le Cégep de Sherbrooke n'a pas été touché par ces mesures, le syndicat affirme agir par solidarité avec les autres cégeps.